



Le Burundi accueille la 21^e Réunion stratégique régionale sur les risques liés aux matières dangereuses chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (NRBC)

Bujumbura, le 4 novembre 2025 – L'utilisation de produits chimiques et de matières radioactives profite aujourd'hui à tous, en permettant la production de biens essentiels tels que l'alimentation, les vêtements, l'énergie et les médicaments, mais aussi de produits qui contribuent à notre confort, tels que les outils, les téléphones portables, les meubles et les produits cosmétiques. Toutefois, ces mêmes substances et leurs déchets peuvent, s'ils ne sont pas gérés correctement, constituer une menace pour la santé humaine, l'environnement et la sécurité publique.

Dans nos économies mondialisées, les maladies affectant les êtres humains, les animaux et les plantes sont de plus en plus fréquentes et circulent librement à travers les frontières — il s'agit de risques biologiques. Ensemble, ces matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (NRBC) sont communément appelées des matières dangereuses.

L'engagement du Burundi et de ses partenaires

Du 4 au 6 novembre, le Gouvernement du Burundi a accueilli à Bujumbura la 21^e Réunion stratégique régionale réunissant onze pays d'Afrique centrale et orientale. Cette rencontre visait à partager les expériences nationales sur la gestion des risques liés aux substances chimiques, aux maladies et aux matières radioactives, ainsi qu'à renforcer la coopération régionale dans ce domaine.

L'événement a été organisé dans le cadre de l'**Initiative des Centres d'Excellence de l'Union européenne pour l'atténuation des risques NRBC (EU CBRN CoE)**, à laquelle le Burundi a adhéré comme pays partenaire en 2013. Financée par l'Union européenne, depuis sa création en 2010 cette initiative soutient les pays partenaires dans le renforcement de la coordination, le renforcement des capacités et l'élaboration de politiques visant à réduire les risques liés aux matières dangereuses. Sa mise en œuvre est appuyée par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI).

Lors de la cérémonie d'ouverture, M. Syldie MANIREREKANA, Assistant du Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et de la coopération au développement, a souligné l'engagement du Burundi à œuvrer pour une Afrique centrale et orientale plus sûre, plus résiliente et plus solidaire, capable de prévenir les crises liées aux matériaux dangereux plutôt que de les subir.

La Délégation de l'Union européenne au Burundi était représentée par Mme Laure DREGE, Cheffe de la coopération par intérim, qui a rappelé que la sécurité NRBC dans la région contribue directement à la sécurité et à la prospérité mondiale. Elle a insisté sur le caractère partenarial et collaboratif de l'appui de l'Union européenne, fondé sur le respect mutuel, l'apprentissage partagé et la recherche conjointe de solutions.

Mme Clara ANYANGWE, Représentante résidente d'ONU femmes, s'exprimant au nom de la Coordinatrice résidente des Nations unies pour le Burundi, a salué l'esprit de collaboration et de proactivité incarné par l'Initiative CBRN CoE de l'Union européenne face à la complexité croissante des menaces NRBC dans un monde en constante évolution. Elle a également indiqué que le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Burundi comprend plusieurs points de convergence avec les priorités du NRBC.

Les discussions lors de la réunion ont également porté sur l'impact des projets régionaux financés par l'Union européenne, qui visent notamment la gestion sûre des déchets chimiques, le renforcement de la biosécurité et de la sûreté biologique, la formation et la préparation des premiers intervenants, ainsi que la fourniture d'équipements techniques spécialisés aux pays partenaires. Les échanges interactifs ont permis d'identifier les priorités régionales, d'évaluer les défis rencontrés et de formuler des pistes de collaboration future.

Un partenariat solide entre le Burundi, l'Union européenne et les Nations unies

En amont de la réunion, le Gouvernement du Burundi a reçu le Bureau régional pour l'Afrique centrale et orientale de l'Initiative CBRN CoE de l'Union européenne, pour réaffirmer le partenariat de longue date entre le Burundi et l'Initiative.

Le Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et de la coopération au développement, M. Ferdinand BASHIKAKO, a rencontré le Directeur du Bureau régional, M. James CHUMBA, et son équipe. M. Bashikako a mis en avant le défi majeur que les risques NRBC restent méconnus, qui peut exposer les populations à des dangers involontaires.

La Protection civile en première ligne

La Protection civile du Burundi est le principal bénéficiaire des équipements techniques NRBC fournis par l'Union européenne. Deux de ses cadres suivent actuellement le programme de master en gestion NRBC développé grâce à l'Initiative CBRN CoE de l'UE, en partenariat avec des universités du Maroc et de la France.

Le Général de Brigade de police Célestin NIBONA BONANSIZE, Assistant du Ministre de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique, a exprimé la gratitude du Gouvernement burundais pour les appuis fournis par l'Union européenne, qui contribuent au renforcement des capacités nationales face aux risques d'accidents et d'incidents impliquant des matières dangereuses.

L'Initiative CBRN CoE de l'Union européenne œuvre à la création d'un monde plus sûr et plus résilient à travers la coopération avec 63 pays partenaires, dont 28 en Afrique, répartis dans huit régions du monde.

Les réseaux régionaux d'experts jouent un rôle central dans la définition et la mise en œuvre de formations ciblées visant à renforcer la réduction des risques NRBC.

Lancée en 2010, l'Initiative, mise en œuvre conjointement par la Commission européenne et l'UNICRI, vise à renforcer les capacités nationales pour prévenir, se préparer, répondre et se relever des incidents NRBC.

Cette année marque le 15^e anniversaire de l'Initiative CBRN CoE, témoignant de l'engagement commun de l'Union européenne, des Nations Unies et des pays partenaires à œuvrer ensemble pour rendre le monde plus sûr.

Pour plus d'informations : <https://cbrn-risk-mitigation.network.europa.eu>